

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 18

24^e année • mercredi 5 mai 2021

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

1^{er} MAI À NOUVEAU DANS LA RUE!



OLIVIER VOGELSANG

Comme ici à Lausanne, des milliers de personnes ont manifesté dans tous les coins du pays, n'hésitant pas à braver la pluie pour réinvestir la rue après des mois de confinement, drapeaux déployés derrière des banderoles revendicatives. Nouveau départ social, convergence des luttes et refus de la hausse de l'âge de la retraite des femmes étaient au nombre des exigences. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

L'heure de dire oui

Sonya Mermoud

Nouvel obstacle dans la mise en œuvre d'un processus qui, pourtant, aurait depuis longtemps déjà dû couler de source. Le référendum contre le mariage pour tous a formellement abouti le 27 avril dernier avec plus de 61 000 signatures validées. A l'origine de cette démarche d'un autre temps, un comité interpartis, composé essentiellement de représentants de l'Union démocratique fédérale (UDF) et de l'UDC. Pour ce groupe, «le mariage est et doit rester l'union naturelle d'un homme et d'une femme, qu'il s'agit de protéger». Son combat d'arrière-garde se fonde sur des «convictions morales» et une vision pour le moins étriquée, pour rester poli, de ce qu'il nomme «l'ordre social». L'idée que les couples de lesbiennes puissent, en cas de oui à la nouvelle loi

acceptée par le Parlement en décembre dernier, bénéficier du don de sperme lui paraît inconcevable. Quand bien même, cette interdiction dénuée de fondement est contournable. Non sans complications. Les femmes homosexuelles désirant devenir mères n'ont aujourd'hui pas d'autres choix que de se rendre à l'étranger. Avec les difficultés administratives et financières susceptibles de survenir. Avec, peut-être, le désagréable sentiment d'agir dans la marge quand bien même la démarche se révèle aussi compréhensible que normale et communément admise dans nombre d'Etats voisins de la Suisse. Pour les opposants, pas question pourtant d'ouvrir cette brèche, eux qui déjà s'inquiètent de voir des couples d'hommes accéder à la possibilité de recourir à des mères porteuses. Une étape loin de se profiler dans une Suisse largement en retard en comparaison européenne sur le front de l'égalité des droits des LGBTQIA+. Et qui, avec sa version du partenariat enregistré, introduit seulement en 2007, a créé des couples homosexuels de seconde classe, privés de l'accès à la naturalisation facilitée et interdisant l'adoption d'enfants autres que ceux du partenaire. Ce statut s'est concrétisé par une union au rabais, sans cérémonie du «oui» comme lors d'un mariage traditionnel, sans, non plus, la nécessité de témoins. Plus que des symboles, un manque de considération des personnes concernées. Sans oublier la création d'une nouvelle case en matière d'état civil contraignant les personnes pacées à révéler leur homosexualité.

Ces injustices pourront demain être corrigées. Et ce alors que les mentalités sur l'orientation sexuelle ont d'ores et déjà largement évolué, même si les familles arc-en-ciel doivent encore trop souvent s'expliquer, voire se justifier. Il est plus que l'heure de passer la vitesse supérieure – l'initiative parlementaire a été lancée en 2013 – et d'inscrire enfin dans la loi l'égalité de traitement. N'en déplaise à ses adversaires, l'amour ne connaît pas d'identité de genre. Le désir d'enfants n'est pas l'apanage de couples hétérosexuels, la prédominance de ce type d'union ne garantit en rien un développement plus harmonieux de la progéniture. Seule compte la qualité de la relation entre les êtres, la force du lien et la protection suprême des enfants qui sera améliorée avec l'acceptation du projet. Rappeler ces lapalissades semble anachronique mais vraisemblablement encore nécessaire face à une frange de réactionnaires qui entendent imposer leurs normes, leurs schémas de pensée et leurs croyances dans un domaine qui appartient pourtant à la sphère privée. Alors que l'adoption de la législation, sur laquelle nous voterons probablement en automne, n'enlève rien à personne. Gageons que la population saura faire preuve de bon sens et, en acceptant le mariage pour tous, contribuera à aplanir les difficultés et les souffrances inutiles de communautés restant trop souvent discriminées et stigmatisées... ■

PROFIL



Alexandre Salama, la caméra militante.

PAGE 2

MIGROS

Unia se mobilise pour le personnel.

PAGE 3

LAUSANNE

Un demi-siècle pour le vivre ensemble.

PAGE 5

GIVISIEZ

Irrespect des salariés chez Gainerie Moderne.

PAGE 9

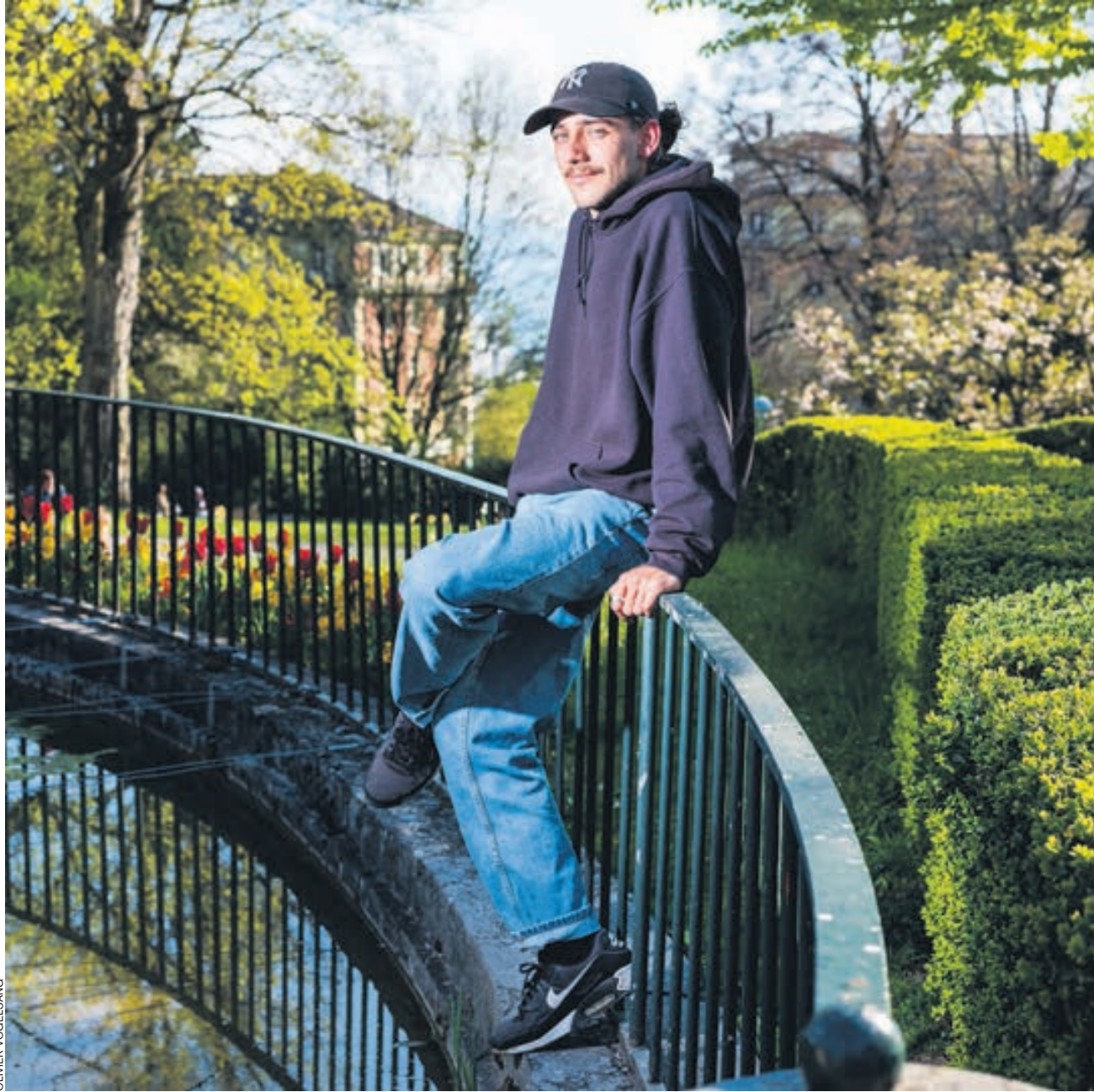
Aline Andrey

Casquette vissée sur la tête, rap dans les oreilles, Alexandre Salama arrive sur son vélo dans le parc de Mon Repos juste après une journée de cours, et avant de s'occuper de la technique pour un débat en ligne sur la convergence des luttes. Le jeune homme est de toutes les mobilisations, au point d'avoir redoublé sa première année d'études à l'Eracom, en communication visuelle (spécialisation film). «C'était l'année où je montais à Paris les week-ends pour manifester avec les Gilets jaunes. J'y suis allé d'abord pour comprendre. Puis, c'est devenu pour moi un champ de politisation radicale», explique celui qui ne trouve alors plus le temps ni le cœur pour potasser ses leçons. Caméra au poing, le Franco-Suisse avoue avoir adoré ces moments d'adrénaline. «Je suis devenu accro, non sans peur. C'est si étrange de se retrouver devant les flics et d'avoir envie d'appeler la police!» lance-t-il avec le sourire. Généreux, Salama ne compte pas ses mots et parle vite. Ses pensées tourbillonnent, au point de se perdre parfois. Ce qui ne l'empêche pas de dérouler sa vie de manière limpide.

«C'était l'année où je montais à Paris les week-ends pour manifester avec les Gilets jaunes. J'y suis allé d'abord pour comprendre. Puis, c'est devenu pour moi un champ de politisation radicale»

CONSCIENCE DE CLASSE

En 1996, Alexandre naît près de Paris, d'un père pied-noir juif et d'une mère chrétienne, «qui m'ont élevé en mode athée», précise-t-il. La famille emménage moins d'une année après dans le canton de Vaud. Il a 10 ans, lorsque son père repart, seul, en France. S'ensuit une adolescence chaotique, mais aussi le début de son amour pour l'image. A 14 ans, Alex commence à filmer dans les skateparks, avec ses potes de troiti, histoire d'immortaliser leurs *tricks*. Une année après, il quitte la maison, se retrouve en foyer, puis en colocation. Il obtient un premier diplôme, celui de médiamaticien au Centre professionnel du Nord vaudois (CPNV). Puis entre à l'Eracom. Si les liens sont toujours rompus du côté paternel, sa relation est redevenue bonne avec sa mère qui subvient à ses besoins. De son milieu favorisé économiquement, Salama peine à en parler sans culpabiliser. «Mais sans ma mère, je ne pourrais pas militer autant», lance-t-il, reconnaissant, tout en devant composer avec cette dissonance



OLIVER VOGEL/SANG

Alexandre pour sa mère, Alex pour quelques intimes, le jeune vidéaste militant est surtout connu sous son nom de famille, Salama.

LA CAMÉRA MILITANTE

Depuis trois ans, Alexandre Salama filme les mobilisations écologiques et sociales, des Gilets jaunes à la Grève du climat. Avec culot et talent

cognitive. Un paradoxe qu'il ressent aussi parfois en écoutant du rap. Certains morceaux actuels l'inspirent musicalement, alors que leurs paroles le laissent dubitatif: «Beaucoup de textes sont clairement méritocratiques. Si tu veux, tu peux, disent-ils en gros, sans tenir compte des rapports sociaux

et des théories de Bourdieu. Ce type de rap a une influence très forte sur la jeunesse. Ça l'empêche de penser plus collectivement.»

NAISSANCE D'UNE MILITANCE

Sa militance est née il y a trois ans. Le déclic? La lecture de *Destruction mas-*

sive écrit par Jean Ziegler. «J'ai compris que la faim dans le monde était un crime organisé. Ça m'a bouleversé! Je me suis senti trahi. Pourquoi ne m'avait-on pas dit ça plus tôt?» se souvient Alex, qui commence à s'informer, avant de descendre dans la rue avec les Gilets jaunes. «A Paris, je me suis re-

trouvé au milieu de vrais prolos qui ne sentaient pas très bons et avaient des dents bizarres. Un réflexe de bourgeois que de penser ainsi», raconte celui qui a été parfois agressé verbalement par des militants lorsqu'il les filmait. «C'était une méfiance saine. Et dès que j'expliquais mon indépendance, c'était bon», raconte-t-il, tout en rappelant que «la vraie violence est institutionnelle».

Très vite, le vidéaste indépendant préfère rester derrière la caméra, et laisser parler. «Je ne voulais plus être en mode "ego" et je n'étais pas très doué pour des commentaires en direct», lâche-t-il, autocritique.

Le caméraman revendique sa subjectivité et son militantisme sans néanmoins être dénué de réflexes médiatiques: «Si je vois deux mamies qui parlent politique dans une manif de Gilets jaunes et, qu'un peu plus loin, il y a un feu, je vais là où ça flambe. Comme tous les médias...» Au cœur de l'action, il filme au plus près, avec respect. «Lors de l'action dans la multinationale Vitrol avec XR, j'ai flouté les visages des employés. Car je ne vise pas les individus, mais un système.»

BÉNÉVOLAT

Lucide, Salama l'est aussi face au paradoxe d'utiliser les monstres néolibéraux du numérique que sont Youtube et Facebook. «Impossible d'y échapper pour faire passer mes messages au plus grand nombre. Même si j'ai de plus en plus de doutes sur une possible conscientisation de masse», souligne le militant, pourtant partout, pour témoigner des actions de la Grève du climat, d'Extinction Rebellion, d'Ende Gelände en Allemagne, de la Zad du Mormont, et même d'une action syndicale d'Unia, entre autres... Une obsession pour celui qui a toujours l'impression de ne pas en faire assez. Alors qu'il ne compte plus ses heures de tournage et de montage bénévoles. «J'ai un rapport bizarre à l'argent. J'ai l'impression que je dois vendre mon âme si j'en gagne», souligne-t-il, attaché à sa liberté. Celle de laisser parler, de prendre le temps, de creuser, à l'instar du média web, dont il est partie prenante, *TheSwissbox conversation*, qui propose des entretiens aux formats sans contrainte, de militants, d'économistes, de sociologues, de politologues...

Mêlant questions écologiques et sociales, Salama est devenu végétarien et, un temps, s'est mis au jardinage en permaculture. Mais pour lui, la lutte collective prime. Son rêve? «Au début de ma chaîne Youtube, j'avais écrit vouloir "sauver le monde". Aujourd'hui, je suis plutôt fataliste. Pour le climat, j'ai peu d'espoir, mais au moins, on aura essayé... Et je continue de rêver à la fin du capitalisme.» ■

Retrouver les vidéos de Salama sur: youtube.com/SALAMAvideo theswissbox.org


DE BIAIS

Christophe Gallaz

VUE SUR LA SOUPE

Le spectacle des négociations devant accoucher d'un accord-cadre entre l'Union européenne et la Suisse est donc pathétique en ce début de printemps – tant notre pays s'écartere, jusqu'au degré de l'immobilité parfaite, entre le culte de l'imprécision manifestée par son bircher-muesli gouvernemental largement soumis aux surmois du compromis feutré, les glissements cryptosouverainistes de la gauche justifiés au nom de la défense salariale et les manœuvres de la droite obsédée par l'essor de ses privilèges spécifiques.

Ainsi clapote la soupe nationale dont j'aime à ressortir, de mes vieux registres culinaires ou disons essayistes, un petit exposé de la recette. Première remarque: il n'y a sans doute plus grand besoin de mûrir de longues réflexions à propos du champ politique et partisan, où la plupart des opérations se déploient d'une part au niveau de la tactique butée quand on chemine dans les allées du pouvoir, et de l'autre au niveau de la séduction viscérale quand on cherche à s'attacher l'opinion publique.

Tout paraît se jouer en l'occurrence autour du sentiment de l'identité collective en ce pays. Il peut être défini, comme partout sur la planète, selon ce principe de base extrêmement simple: on se sent soi lorsqu'on parvient à maintenir un équilibre entre deux sensations qui sont celle d'appartenir au monde extérieur et celle d'en être distinct. Or les Suisses ont géré cette équation d'une façon très particulière, comme on sait: ils ont construit leur sentiment d'identité sur la base d'une automutilation.

Pour que la Confédération tienne ensemble au cours des siècles, c'est-à-dire pour que les Romands, les Alamanniques et les Tessinois supportent de coexister sur un même territoire et sous une même bannière, il a fallu que les uns et les autres procédassent au refoulement de leurs différences au point de plus les pressentir et de ne plus les percevoir, sinon dans une mesure qu'on pourrait qualifier de familiale: ils se sont arbitrairement imposé l'illusion d'être semblables ou d'avoir pour le moins un destin convergent.

Autrement dit les Suisses ont exporté les signes et la sensation de tout ce qui les distingue entre eux: ils ont expulsé leurs désaccords mutuels au-delà des frontières nationales, pour en constituer une barrière d'étrangeté qui parvient à les disjoindre du monde cosmopolite. En l'occurrence, ils se sont habitués à penser qu'il y a moins d'écart essentiel entre un Appenzellois et un Lausannois qu'entre un Helvète et toute personne étrangère, ou pire toute instance extranationale,

par exemple l'Union européenne sise à Bruxelles.

Une croyance évidemment stupide, bien entendu, mais puissamment convaincante au niveau des réflexes qui façonnent la réaction populaire. Ainsi s'est forgée sous nos latitudes l'idée que notre pays, étant indivisible et doué d'une cohérence irréductible y compris sous les assauts toujours possibles d'une adversité majeure («Y en n'a point comme nous»), attestait une intelligence politique supérieure et ne pouvait accoucher, par conséquent, que d'une Histoire exemplairement vertueuse.

Ce fut un mensonge à nous-mêmes, bien sûr, entraînant comme tel deux conséquences principales. La première d'entre elles est la douleur inouïe qui s'est progressivement produite au sein du peuple suisse, condamné par lui-même à ne jamais se purger de ses humeurs les plus torves et de ses responsabilités les plus obscures. Autoquadrillés par des standards de comportement d'une violence extrême, ils sont de-

venus des êtres tristes et désarmés, macérant dans un chagrin très intime et ne s'y dissolvant jamais tout en n'en ressortant pas davantage – un peu comme pourrait l'illustrer la synthèse iconographique des deux visages arborés par les conseillers fédéraux Cassis et Parmelin.

Et la seconde de ces conséquences, c'est l'aveuglement dont le peuple suisse s'est lui-même rendu victime sur la scène internationale. En se percevant comme une instance élue d'entre les élues, il n'a graduellement plus rien perçu ni du temps qui passe et transforme le monde, ni de ses contours propres tels qu'ils peuvent apparaître aux regards extérieurs. C'est pourquoi l'actualité récente tombe à coups répétés si rudement sur Berne qui s'est scellée dans un état d'impréparation totale à quoi que ce soit de neuf et de bouleversant, sauf dans le champ de l'économie – qui est peut-être bien le seul où règne en permanence un sens aigu de la manœuvre. Hélas! ■

ÉGALITÉ: POURRAIT FAIRE BEAUCOUP MIEUX!

Le Conseil fédéral a adopté sa «Stratégie Egalité 2030». Un plan vague, limitatif et non innovant, regrette l'Union syndicale suisse, doublé d'un affront sur l'âge de la retraite

Sylviane Herranz

C'est une «déclaration d'intention timorée et un incroyable affront!». Tels sont les mots de l'Union syndicale suisse (USS) pour qualifier la «Stratégie Egalité 2030» adoptée par le Conseil fédéral la semaine dernière. Une stratégie devant, selon le gouvernement, «combler les lacunes restantes» en matière d'égalité, cela 50 ans après l'introduction du suffrage féminin. Une égalité qui n'est «pas encore complètement atteinte», rapporte le gouvernement dans un communiqué. La stratégie du Conseil fédéral est articulée autour de quatre thèmes: la promotion de l'égalité dans la vie professionnelle, l'amélioration de la conciliation entre travail et vie familiale, la prévention de la violence et la lutte contre les discriminations. Pour atteindre ces buts, une liste à la Prévert a été dressée, reprenant nombre d'actions déjà en cours. Un plan de mesures plus détaillé sera élaboré d'ici à fin 2021 et un bilan intermédiaire dressé en 2025.

ACCENT SUR LES FEMMES DE LA CLASSE MOYENNE

Soulignant l'absence d'idées pionnières pour faire avancer la cause de l'égalité, et face à des mesures trop vagues, l'USS se félicite néanmoins que le Conseil fédéral prenne en main la question de l'égalité entre hommes et femmes. Un engagement qui constitue, selon la faitière, un «aveu important» de la part du Conseil fédéral que, deux ans après l'immense mobilisation de la grève des femmes, «il reste beaucoup à faire» en la matière. Cependant, pour l'USS, cette Stratégie 2030 reste

sur une conception étriquée et restreinte de l'égalité: «Le Conseil fédéral concentre ses mesures sur les femmes suisses de la classe moyenne, passant comme chat sur braise sur la situation des femmes issues de la migration ou occupées dans des professions à bas salaires, ainsi que sur les personnes qui ne veulent ou ne peuvent pas se reconnaître dans la représentation binaire masculin-féminin.»

La faitière syndicale estime que, si le Conseil fédéral entend réellement promouvoir l'égalité d'ici à 2030, il doit mettre en œuvre systématiquement les mesures déjà existantes, telles que les contrôles de l'égalité salariale au moyen de l'outil Logib ou l'encouragement des projets pour une meilleure conciliation entre le travail et la famille permettant de favoriser l'intégration professionnelle des femmes. Il doit également «se donner des objectifs plus ambitieux et contraignants et prévoir des mesures novatrices, allant au-delà du programme de travail actuel des Bureaux de l'égalité».

MEILLEURS SALAIRES POUR LES PLUS PRÉCAIRES

Parmi ces objectifs, l'USS demande des «mesures axées sur l'amélioration des conditions de travail et des rémunérations dans les secteurs à bas salaires et dans les emplois précaires», ainsi que «des améliorations dans la prévoyance vieillesse, afin que les femmes puissent subvenir à leurs propres besoins à la retraite». A ce sujet, elle considère «parfaitement scandaleux qu'à la place, le Conseil fédéral prévoie dans sa stratégie un relèvement de l'âge de la retraite des femmes». Un véritable affront à l'égard de ces dernières! Cette hausse à 65 ans est en effet listée comme l'une



Malgré l'extraordinaire mobilisation des femmes le 14 juin 2019, le Conseil fédéral se limite à des mesures guère ambitieuses pour faire avancer l'égalité.

des mesures prioritaires du gouvernement. Et le Conseil fédéral reconnaît lui-même dans son communiqué que les femmes gagnent toujours 19% de moins en moyenne que les hommes. Autres revendications: le développement d'une politique familiale cohérente au niveau suisse, déchargeant les salariées et les salariés ayant des obli-

gations familiales avec des structures d'accueil à prix abordables, accessibles et de bonne qualité, et des «mesures énergiques contre le sexisme et le harcèlement sexuel au travail». L'USS déplore sur ce point que le Conseil fédéral souhaite uniquement examiner une «éventuelle ratification» de la Convention OIT N° 190 sur la violence et le har-

cèlement, alors que la Suisse se doit de la ratifier.

En conclusion, écrit l'USS: «Ce n'est qu'à condition que la Stratégie Egalité ne reste pas une vague promesse et que la Confédération se fixe des objectifs contraignants, avec des mesures efficaces, que des améliorations seront réellement possibles jusqu'en 2030.» ■

Le personnel de Migros veut aussi «simplement bien vivre»

Exigeant l'arrêt des externalisations et des licenciements, ainsi que des revalorisations salariales, Unia a mené une journée d'action devant une cinquantaine de filiales du groupe

Jérôme Béguin

«Simplement bien vivre.» Pour Unia, le nouveau slogan de Migros doit aussi s'appliquer aux collaborateurs du géant orange. Le syndicat organisait mercredi dernier une journée d'action. Devant une cinquantaine de filiales et des centres logistiques aux quatre coins du pays, les syndicalistes ont distribué des crèmes pour les mains au personnel avec le slogan: «Nous voulons plus que des améliorations cosmétiques!» Les employés du distributeur ont bossé dur l'an-

née dernière, rappelle le syndicat. Il y a eu le Covid-19 bien sûr, mais aussi des réductions d'effectifs. «Migros est en phase de restructurations et d'économies, des programmes d'efficience sont introduits dans quasi toutes les coopératives régionales. L'an dernier, quelque 1500 postes équivalents plein temps ont été supprimés dans les coopératives. Entre 800 et 1000 postes ont été créés dans le commerce en ligne, mais une bonne moitié de ces jobs sont occupés par des travailleurs temporaires et ils ne compensent pas les emplois perdus. Le travail devient toujours plus

polyvalent, les journées sont plus denses et stressantes», indique Anne Rubin, responsable du commerce de détail pour Unia.

PRIME COVID INSUFFISANTE

En 2020, Migros a vu son chiffre d'affaires progresser de 4,4% pour frôler les 30 milliards de francs, la rentabilité s'est améliorée, ainsi que le bénéfice qui a atteint 1,76 milliard. Malgré ces résultats confortables et les efforts des travailleurs, ceux-ci n'ont pas beaucoup été payés en retour. «Une prime de 500 francs a été versée, mais avec des critères de distribution relativement restrictifs, plus des bons d'achat de 400 à 500 francs suivant les coopératives. C'est insuffisant en regard des efforts déployés par le personnel et au chiffre d'affaires enregistré. Chez Coop, 500 francs ont été payés à deux reprises et les conditions étaient plus généreuses puisqu'il suffisait d'avoir travaillé à 50% durant la première et la deuxième vague pour toucher l'intégralité des primes», explique Anne Rubin. Surtout que, sur le plan salarial, les près de 100 000 collaborateurs ne sont pas tous logés à la même enseigne. Toujours plus d'employés de la vente, stationnaire ou en ligne, et des services sont exclus des conditions d'engagement prévues par la Convention collective de travail (CCT) du groupe. «En 2006, plus de 80% du personnel bénéficiait de la CCT, en 2019, ce n'était plus que 62%. Avec les 1500 postes supprimés l'année dernière, on doit être à présent à 60%», estime la membre de la direction du secteur tertiaire d'Unia. Unia exige que la CCT protège l'ensemble des travailleurs du groupe et que le distributeur mette fin aux franchises et à l'externalisation des services. Le syndicat demande aussi des revalorisations salariales, la compensation à 100% du salaire en cas de chômage partiel et l'arrêt des licenciements.

BÉNÉFICES EN HAUSSE

«Migros investit à fond dans les marchés vus comme prometteurs, comme la santé, et dans de nombreux projets dans le digital ou la livraison à domicile. C'est normal qu'une entreprise investisse, mais elle doit aussi redistribuer les bénéfices aux salariés. Migros a un problème sur ce point-là. Ces dernières années, les augmentations salariales y étaient les plus basses du secteur alimentaire. Pourtant, la société a enregistré en 2020 une augmentation de son bénéfice très importante. Si l'on enlève les résultats exceptionnels liés aux ventes de Globus et du centre commercial Glattzentrum de Wallisellen, le bénéfice du groupe s'est élevé à un demi-milliard. Migros dispose d'un capital propre très élevé, ce qui donne à la société la marge de manœuvre nécessaire pour continuer à maintenir le groupe à un bon niveau tout en redistribuant aux employés les fruits de leur travail, en rendant les processus de transformation supportables et en évitant les suppressions d'emplois», souligne Anne Rubin. Pour changer les choses, Unia invite les salariés à adhérer au syndicat. Aujourd'hui, c'est la docile et très libérale Société suisse des employés de commerce qui est signataire de la CCT et censée représenter le personnel. Comme chez Coop, Unia veut s'installer à la table des négociations, mais, jusqu'à présent, les syndicalistes n'ont pas vraiment été les bienvenus dans les Migros. «Nous faisons très attention que les employés syndiqués ne soient pas vus avec nous, car ils risquent des représailles», témoigne David Taillard, responsable du secteur tertiaire d'Unia Neuchâtel. «Il est temps que Migros change sa manière de diriger l'entreprise et qu'un véritable syndicat défende le personnel.» ■



Des actions ont eu lieu aux quatre coins du pays, comme ici à Neuchâtel. Après avoir tracté devant la moitié des Migros du canton, les syndicalistes se sont retrouvés aux abords du magasin de la rue de l'Hôpital.

MINI ANNONCE

RENCONTRES

Homme de 64 ans aimant la nature, la marche, les sorties, rencontrerait une femme de 50 à 60 ans.
Tél. 076 755 06 64.

WWW.EVENEMENT.CH

MOVENDO

L'institut de formation des syndicats



Inscrivez-vous en quelques clics depuis notre site internet: Scannez-moi!

Quelques places sont encore disponibles pour nos cours dès mai:

Cours pour tou-te-s

Comprendre le fonctionnement de l'AVS

Lu 17 – Ma 18.5 Ste-Croix, Hôtel de France

Le traitement de texte Word, les bases

Je 20 – Ve 21.5 Yverdon, Synergic

Argumenter avec pertinence et efficacité

Ve 21.5 Morges, Hôtel La Longeraie

PowerPoint

Je 27.5 Yverdon, Synergic

Gestion de son temps et de son organisation personnelle

Ve 28.5 Yverdon, Centre Pro Natura

Fonctionner dans une équipe, un groupe, un comité

Lu 31.5 – Ma 1.6 Chexbres, Hôtel Préalpina

Aborder la différence sans préjugés

Je 10 – Ve 11.6 Morges, Hôtel La Longeraie

Mes droits sur ma place de travail abordés de façon pratique – Cours ASA

Ve 18.6 Yverdon, Centre Pro Natura

Cours pour membres de représentations du personnel

Animer et conduire une séance

Me 26.5 Neuchâtel, Hôtel Alpes et Lac

Accompagner et conseiller des collègues en situation difficile

Je 27 – Ve 28.5 Ste-Croix, Hôtel de France

Séminaire de perfectionnement pour membres de commissions du personnel

Lu 31.5 – Ma 1 – Me 2.6 Ste-Croix, Hôtel de France

Processus de liquidation, totale ou partielle, des caisses de pension - Cycle Arpip 2020/2021

Je 17.6 Lausanne, Hôtel Mirabeau

Nous nous réjouissons de vos inscriptions!
N'hésitez pas à nous contacter pour tout complément d'information.

Pour les membres des syndicats, les frais d'au moins un cours par an sont pris en charge par le syndicat d'affiliation.

Informations et inscriptions:

www.movendo.ch, info@movendo.ch, téléphone 021 310 48 70.

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 56 442 exemplaires

Dans l'urgence,
donner les
premiers soins

www.msf.ch
CCP 12-100-2



Unia est le plus grand syndicat de Suisse. Avec nos 180 000 membres et 1200 employé-e-s, nous luttons pour des conditions de travail équitables et pour une Suisse sociale. Notre organisation est dynamique et combative. Vous aimeriez vous engager pour une bonne cause? Alors, faisons connaissance.

Rejoignez notre équipe de la région Transjurane (Jura et Jura Bernois) de suite ou pour une date à convenir comme

Juriste à 50% - 60%

Ce que vous faites bouger

Dans ce poste vous serez amené-e à traiter des demandes de protection juridique, à conseiller les membres par téléphone ou par écrit, ainsi qu'à les représenter professionnellement, de manière autonome, principalement dans des litiges de droit du travail ou de droit des assurances sociales.

Ce que vous apportez

- Formation de niveau Université (Master of Law)
- Brevet d'avocat-e serait un atout
- Forte identification aux valeurs syndicales et fibre sociale
- Capacité à travailler en équipe et de manière autonome
- Parfaite maîtrise de la langue française (orale et écrite) ainsi que de bonnes connaissances de l'allemand. La connaissance d'une langue de la migration serait un atout.

Ce que nous vous offrons

Unia vous garantit des conditions de travail modernes et de bonnes prestations sociales. Nous favorisons le travail à temps partiel, ce qui permet de concilier plus facilement la vie professionnelle et la vie familiale. Et votre potentiel de développement sera dûment encouragé. Un climat d'estime mutuelle, collégial et animé vous attend.

Etes-vous intéressé-e?

N'hésitez pas à envoyer votre dossier de candidature complet jusqu'au 11 mai 2021 par courriel à l'adresse: transjurane@unia.ch

Pour tout complément d'information sur le poste, la Secrétaire régionale, Rébecca Lena, se tient à votre disposition au numéro de téléphone 0848 421 600.

Ensemble
pour de bonnes conditions de travail

UNIA

**TOI AUSSI REJOINS LE
MOUVEMENT POUR LE CLIMAT**

**GRÈVE POUR L'AVENIR
21 MAI 2021**



LE COURRIER

**Votre abonnement, la garantie
d'un média indépendant**

Essai 2 mois Web: CHF 19.-

Essai 2 mois Combi*: CHF 29.-

Essai 2 mois 5 jours**: CHF 39.-

lecourrier.ch | 022 809 55 55

*web+papier le weekend / **papier+web

UN DEMI-SIÈCLE EN FAVEUR DU VIVRE ENSEMBLE

Le Bureau lausannois pour les immigrés souffle ses 50 bougies. Un anniversaire célébré par la parution d'un livre et des événements ponctuels programmés tout au long de cette année jubilaire

Sonya Mermoud

Cent soixante nationalités, 43% de la population qui ne possède pas de passeport suisse, dont une grande majorité provenant de l'Union européenne: Lausanne fait figure de ville cosmopolite par excellence. Un phénomène dans lequel la politique d'intégration active menée par la capitale vaudoise a joué un rôle clé. Prise il y 50 ans déjà, cette orientation a notamment été concrétisée par la création, le 5 février 1971, du Bureau lausannois pour les immigrés (BLI), ainsi que d'un poste de préposé actif dans le domaine. Une démarche audacieuse dans le climat teinté de xénophobie qui caractérisait alors la Suisse au lendemain des initiatives «contre la surpopulation étrangère». Un demi-siècle plus tard, le BLI – qui, au fil du temps, a tissé des liens forts avec des acteurs institutionnels et des associations – conserve toute sa raison d'être. «Aujourd'hui, dans un contexte mondialisé, les défis liés à la migration demeurent. Plus que jamais, il nous faut être attentifs aux velléités de repli sur soi, aux dérives nationalistes et à la construction de murs indignes des droits humains», écrit Oscar Tosato, conseiller municipal et directeur des Sports et de la Cohésion sociale, dans la préface du livre paru à l'occasion du 50^e anniversaire du BLI. L'ouvrage, intitulé *Lausanne, une ville, un monde – 50 incursions au fil de la diversité**, rend hommage à la richesse de ses citoyens venus d'ailleurs. Il est aussi le miroir d'une politique où multiculturalité et respect des valeurs et des racines cohabitent harmonieusement.



AMBIANCES BIGARRÉES

«Même si quitter son pays d'origine est très dur, le vivre ensemble ne pourrait pas être mieux représenté qu'ici. Lausanne signifie beaucoup pour moi. Elle symbolise l'accueil et l'intégration», témoigne Kitoko Kuti-Luamba, auxiliaire de santé et fondatrice, entre autres, d'une association réunissant des mères africaines, dans la publication jubilaire. Une sorte de «guide touristique» dévoilant une ville aux identités plurielles au sein de ses quartiers, à l'école, au travail, dans les bars et les restaurants ou encore dans une offre culturelle et associative foisonnante. Ambiance marocaine à l'EPFL, bibliothèque aux 280 langues à Renens, microcosme bigarré sur la plage de Vidy, village globalisé de la Bourdonnette, matchs de volleyball version équatorienne, jardins communautaires du Châtelard et leurs spécificités... Au travers d'atmosphères composites, on fait la connaissance ou on redécouvre des figures qui se racontent et donnent à Lausanne ses couleurs: un écrivain roumain chauffeur de bus, un épicier espagnol et ses spécialités, une violoniste moldave, le truculent créateur du musée de l'immigration, un couple de réfugiés chiliens fondateur de l'institut d'espagnol et de culture latino-américaine, un jeune apprenti syrien, des pendulaires nautiques ou encore une danseuse brésilienne... Des portraits d'associations actives dans le domaine de la multiculturalité complètent l'ouvrage. Une publication offrant une présentation

originale de Lausanne avec, comme parti pris, une valorisation des aspects positifs de la mixité sans pour autant l'embellir.

LES TRÉSORS DE LA MIGRATION...

«L'autre, cette personne qui vient d'ailleurs et que l'on perçoit comme différente de nous, est souvent évoqué sous l'angle du problème, du défi, et rarement sous celui de la richesse. En raison de l'image négative qu'on leur associe fréquemment, l'altérité et la différence sont perçues comme exogènes et comme sources de difficultés (...). Le présent ouvrage cherche précisément à rendre compte de l'apport, des richesses et des facettes lumineuses de la migration. Il ne cherche pas à en rajouter ou à enjoliver, mais juste à illustrer, par des actrices et acteurs de la Ville de Lausanne issus des populations migrantes ou œuvrant avec elles, que cette réalité parfois décriée qu'est la migration regorge aussi de trésors...» souligne, dans la postface de la publication, Bashkim Iseini, délégué à l'intégration et chef du BLI, rappelant la mission de cette structure: accueillir, écouter, conseiller, sensibiliser, former, accompagner et orienter les personnes étrangères «en les considérant avec empathie, sans distinction et en toute égalité, en leur fournissant des services et des prestations de qualité, et en les soutenant dans leurs initiatives et besoins». Plusieurs événements sont aussi prévus pour célébrer ce jubilé, dont une exposition hors les murs présentant, jusqu'au 17 mai prochain, les portraits



illustrés de dix personnalités «qui participent à faire de Lausanne une ville ouverte et cosmopolite». Au programme encore, jusqu'au 16 mai, une dégustation de produits aux saveurs du monde provenant de la petite épicerie du BLI, des rencontres, en juin, avec des associations de migrants jusqu'en septembre, des balades gourmandes guidées et, enfin, une soirée de clôture le 16 décembre consacrée à des échanges

et à des rencontres sur le thème des droits humains... Autant d'invites aux voyages propres à élargir l'horizon et à faire de Lausanne une destination aussi ouverte qu'exotique. ■

Programme complet sur: lausanne.ch/bli-50

**Lausanne, une ville, un monde – 50 incursions au fil de la diversité*. Ville de Lausanne, 2021, 120 pages, disponible au prix de 22 francs en librairie.

POING LEVÉ

L'APPÉTIT SANS LIMITE DE LA BOURGEOISIE

Par Jérôme Béguin

Alors que plus d'un quart de la population suisse connaît des difficultés financières en lien avec la pandémie, selon une récente étude de l'OCDE, que la Confédération et les cantons s'endettent pour sauver les PME, les emplois et soutenir les chômeurs, la droite patronale au Parlement continue à pousser sa réforme visant à supprimer le droit de timbre. Rappelons que les timbres fédéraux sont des impôts prélevés sur les transactions juridiques et financières. Il en existe trois: le droit d'émission de papiers-valeurs, le droit de négociation sur le commerce de papiers-valeurs et le droit sur les primes d'assurance. En 2019, ces timbres ont rapporté 2,2 milliards de francs à la Confédération. Utilisant la technique éprouvée du salami, les partis bourgeois avancent par étapes. La première est l'abolition du timbre d'émission. Les pertes fiscales s'élèveront à 250 millions de francs par an. Ensuite, la droite entend s'attaquer au timbre de négociation, ainsi qu'à un autre impôt perçu par la Confédération: l'impôt anticipé sur certains rendements de capitaux mobiliers et de prestations d'assurances. En tout, c'est quelque 1,5 milliard dont seraient privées les caisses publiques.

L'objectif proclamé de ces réformes est de renforcer la place financière et de créer des emplois. Des emplois, sérieux? On peine à y croire. Presque centenaire, le droit de timbre n'a pas empêché la Suisse de devenir une place financière de premier plan. Et puis, franchement, la finance... Il faut plutôt soutenir l'industrie, la recherche, la transition climatique et l'éducation. Et on manque de postes dans la santé, les soins et le social. Soyons réalistes: ces réformes ne seront utiles ni à vous ni à moi, les principaux bénéficiaires de ces cadeaux fiscaux seront les riches, les banques, les assurances et les grandes entreprises. Soit ceux qui sortent indemnes de la crise, quand ils n'en tirent pas parti. Ceux-là même qui ont profité de baisses massives d'impôts dans la plupart des cantons à la faveur de la réforme de la fiscalité des entreprises.

Ce n'est pourtant pas le moment de réduire les recettes fiscales. La crise et la transition écologique vont coûter bonbon. Le président Biden l'a bien compris. Il a en effet annoncé son intention de ramener à 28% l'imposition des bénéfices des entreprises étasuniennes. L'administration Trump l'avait fait passer de 35% à 21%. Et, pour lutter contre la sous-enchère fiscale, la secrétaire d'Etat au Trésor a invité les Etats du monde à fixer un taux plancher d'au moins 21%. Il n'est plus qu'en moyenne de 14,9% en Suisse. Et, selon, une étude de KPMG, il va continuer à diminuer. L'appétit de la bourgeoisie helvétique semble sans limite. Il faut y mettre le holà. Le Parti socialiste a annoncé un référendum bienvenu si la suppression du droit de timbre devait être approuvée par le Parlement. ■

Pétition pour de meilleures conditions de travail dans l'agriculture

Cinquante-cinq heures de travail par semaine, c'est trop! La Plateforme pour une agriculture socialement durable et l'association «Widerstand am Tellerrand / Résistance au plat du jour» ont lancé le 1^{er} mai une pétition «pour de meilleures conditions de travail pour les employés agricoles». Les deux organisations réclament l'introduction de la semaine de 45 heures en moyenne annuelle dans le secteur agricole et la limitation des heures supplémentaires. Elles demandent aussi un salaire minimal de 4000 francs brut par mois. Soutenue par des associations, des partis et des syndicats, comme Unia, la pétition est adressée aux autorités de Berne et de Zurich. Pourquoi se limiter à ces deux cantons? «Avec 55 heures par semaine, Berne et Zurich occupent la tête du peloton des

grands cantons en matière d'horaires. Mais Berne et Zurich accueillent aussi nombre de collectifs de production et de jeunes qui veulent une autre agriculture et sur lesquels nous comptons nous appuyer pour sensibiliser la population aux conditions de travail dans l'agriculture et faire pression sur ces deux cantons», répond Philippe Sauvvin de la Plateforme pour une agriculture socialement durable. Pour le militant, l'amélioration des conditions de travail à Berne et à Zurich pourrait agir comme un signal à l'intention des autres régions. Les conditions de travail et d'engagement dans le secteur de l'agriculture sont en effet réglementées par des contrats-types de travail (CTT) cantonaux. En Suisse romande, les salaires mensuels minimaux sont compris

entre 3140 francs par mois dans le Jura bernois et 3482 francs dans le canton de Vaud. Les récents salaires minimaux cantonaux de Neuchâtel, Jura et Genève ne s'appliquent pas dans l'agriculture. Les différences entre les cantons se situent surtout sur la durée maximale du travail. Si la plupart autorisent des semaines de 50 heures et plus, Genève se distingue avec un maximum fixé à 45 heures et, à l'autre bout, Glaris avec 66 heures. La Loi sur le travail ne s'applique pas dans cette branche, ce qui prive les quelque 30 000 employés agricoles, auxquels s'ajoutent selon des estimations 8000 travailleurs non déclarés, d'une protection légale importante. ■ **JB**

La pétition peut être téléchargée sur: agrisodu.ch

DANS LA RUE, POUR UN NOUVEAU DÉPART SOCIAL!

Bravant la pluie, des milliers de personnes ont participé samedi aux manifestations du 1^{er} Mai après plus d'une année de confinement des luttes. Tour d'horizon en Suisse romande

LAUSANNE PLUS DE SOLIDARITÉS NEUCHÂTEL SOUS LE SIGNE DE LA CONVERGENCE DES LUTTES



OLIVIER VOGLER/SANG

Aline Andrey

Samedi, 13h30, dans les locaux d'Unia à Lausanne, les dernières banderoles sont finalisées. Nil et Maria s'apprennent à manifester pour la première fois un 1^{er} Mai. Nil travaille dans la restauration depuis 18 ans et a été licenciée entre les deux vagues de fermeture liées à la pandémie. Maria, femme de ménage, a donné sa démission il y a quelques mois: «Dans la boîte de nettoyage où je travaillais, c'est de l'esclavage moderne. On nous traite comme des chiens. On a entre 14 et 19 minutes, selon les hôtels, pour faire une chambre. C'est impossible de faire du bon travail en 14 minutes: aspirer, faire le lit, nettoyer la salle de bain, frotter, frotter et encore frotter», explique Maria. «On travaille donc davantage pour éviter les réclamations de l'hôtel et on n'est jamais payé pour ces heures supplémentaires. J'avais un contrat à 60%, mais je faisais du 100%! Avec un salaire horaire de 19,25 francs.» C'est ce message qu'elle veut faire passer sur la première pancarte de sa vie. «J'ai essayé de motiver mes anciennes collègues à venir manifester, mais beaucoup ont peur de perdre leur travail. Or si on ne bouge pas, ça ne changera jamais!» Elle a toutefois réussi à convaincre son fils de participer. De son côté, Nil est accompagnée de son mari et souhaite rendre visibles ses collègues de la restauration. Sa banderole: «Au menu des salarié·es: chômages et licenciements. Qui paie l'addition de l'hôtellerie-restauration?»

CONTRE LA RÉSIGNATION

Sur le coup de 15h, entourées de secrétaires syndicaux, les deux travailleuses embarquent dans le métro. Des militantes kurdes sont là, haut-parleurs en main, l'occasion de commencer la manifestation sous terre, en musique et en slogan: «Grève, grève et mobilisation, c'est ça, c'est ça, c'est ça la solution!» En face du CHUV, plusieurs centaines de personnes attendent le départ du cortège. En tête, Mike Nista, jeune retraité, qui préfère ne plus compter le nombre de 1^{er} Mai auquel il a participé. «Cette date est la plus importante de l'année pour défendre les droits des travailleuses et des travailleurs du monde entier. C'est dommage que tant de gens n'aient pas encore compris la puissance de cette journée. Ce qui m'inquiète actuellement, c'est la résignation des salariés.» L'une des luttes phares

L'INSERTION À TOUT PRIX

Travailleuse dans le domaine du nettoyage, Maria est inscrite à l'ORP tout en travaillant à 30% dans le nettoyage de bureaux. Elle rêve de changer de secteur. «L'ORP ne veut même pas m'aider à me former comme auxiliaire de santé», regrette-t-elle. Nil, qui a été responsable de plusieurs restaurants, confie quant à elle: «Depuis l'été passé, l'ORP me demande de trouver un job dans la restauration alors qu'il n'y a pas d'embauche. Et je dois postuler même si le poste est à deux heures de trajet, alors que les horaires dans la restauration sont déjà difficiles! Avec mes 18 ans d'expérience, je n'ai pas non plus envie d'un emploi de «simple» serveuse. C'est comme si on demandait à un médecin de postuler comme infirmier. La restauration est un secteur qui n'est pas considéré à sa juste valeur.» A leur côté, Tamara Knezevic, secrétaire syndicale d'Unia, souligne: «Dans l'hôtellerie-restauration il y a les RHT, et aussi, déjà, beaucoup de licenciements. Certains employés n'ont pas droit au chômage n'ayant pas assez cotisé, d'autres vont à l'ORP où ils sont harcelés pour qu'ils trouvent du travail coûte que coûte, à n'importe quelles conditions. Et comment faire 12 à 14 recherches par mois quand tout est fermé ou au ralenti?» ■

Sonya Mermoud

Cortège clairsemé mais déterminé dans les rues de Neuchâtel. Partis de la gare, les participants ont défilé sous les bannières sociales, féministes et écologiques. «A partir de 15h19, je bosse gratos» pouvait-on lire sur une pancarte en référence aux inégalités salariales entre les hommes et les femmes. «Non à l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes» ont aussi scandé les manifestants. Une revendication jugée prioritaire par Fatima, une serveuse de 50 ans. «La question des retraites est capitale», insiste-t-elle, précisant avoir grandi dans une famille révolutionnaire. «Je ne manque jamais la fête du travail. Le 1^{er} Mai est aussi important que Noël pour moi.» A ses côtés, Sylvie, 53 ans, brandit un écriteau marqué d'un «La précarité n'est pas un métier». La quinquagénaire sait de quoi elle parle. Elle a récemment perdu son travail d'aide-cuisinière dans une association caritative, après 13 ans de service. «Le motif invo-

qué? Soi-disant le Covid, mais je ne vois pas le rapport. Ils ont aussi prétendu que je travaillais mal. Il leur aura fallu toutes ces années pour s'en rendre compte? Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. Je suis en colère, découragée et inquiète. Les employeurs n'ont pas de cœur. Retrouver un job à mon âge est quasi mission impossible.» La question du filet social occupe, elle aussi, la tête de liste des exigences d'Antoine. Ce jeune député socialiste s'inquiète des effets du Covid sur les plus vulnérables. Il est venu pour défendre ses valeurs et réclamer une meilleure reconnaissance des métiers essentiels. Plusieurs prises de parole ont par ailleurs ponctué le cortège neuchâtelois. Devant l'hôtel de ville, la comédienne et mezzo-soprano Teresa Larraga a notamment évoqué la difficile situation des acteurs de la culture avant d'entonner le traditionnel chant révolutionnaire, *Bella Ciao*. Moment d'émotion qui a précédé les discours de deux représentantes de Droit de rester. Et les militantes

de fustiger le capitalisme qualifié de responsable de tous les maux comme la criminalisation des exilés et les discriminations institutionnelles à leur égard. «La Suisse ne protège plus les réfugiés... Unissons-nous tous, requérants d'asile, caissières, activistes climatiques...» La variété des combats à mener a également servi de fil rouge au discours de Christian Weber, président d'Unia Neuchâtel. «Le thème de ce 1^{er} Mai est la convergence des luttes, mais il n'y en a qu'une seule: celle que nous devons mener contre cette idéologie qui veut nous enfoncer dans la tête que la croissance continue est vitale et que le marché a toujours raison... Un système qui réclame toujours plus de tout n'a aucun avenir. Une nouvelle fois, l'Etat, cette bête noire des libéraux, est convoqué pour venir en aide au capitalisme à l'agonie. On injecte dans l'économie des sommes qui défient le sens commun et le résultat est d'enrichir ceux qui le sont déjà.» Le syndicaliste a insisté sur la violence de ce système, envers les femmes, les

migrants, l'environnement, les travailleurs qu'on remplace par des machines, qu'on exploite ici et ailleurs, etc. «Mais nous n'avons pas peur... Notre adversaire à tous, c'est cette pensée unique qui prétend qu'il n'y a pas d'alternatives au libéralisme et que nous disparaîtrions avec lui s'il venait à disparaître. Ce n'est pas notre intention. Un vaste champ de luttes communes s'ouvre à nous... Nous serons le changement», a conclu Christian Weber en appelant au partage, à l'unité et à la solidarité avant de céder la parole à une activiste de la Grève du climat. L'occasion pour la jeune femme d'inviter chacun à participer à la Grève générale pour l'avenir. «Engageons-nous pour l'égalité des genres, la politique migratoire, la transition écologique, la diminution du temps de travail... Le pouvoir doit nous revenir. Tous ensemble le 21 mai prochain!» ■



THÉRA POUCHET



FRIBOURG AVS21 S'EST ATTIRÉ LES FOUDRES DES MANIFESTANTS

Sylviane Herranz

Le projet AVS21 est une infamie alors qu'il n'y a toujours pas d'égalité dans le monde du travail! La voix féminine transmise par mégaphone en tête du cortège fribourgeois ne tarit pas de piques à l'égard de la nouvelle réforme des retraites. En écho, les slogans des femmes ouvrant la manifestation: «65 ans, c'est toujours non!», «Y'en a assez, assez, des inégalités; ensemble,

ensemble, il faut lutter!», «Egalité, Egalité!», «Nous sommes rouges de colère contre les voleurs de nos retraites!» A Fribourg, le 1^{er} Mai avait été placé sous le thème de la solidarité entre les générations et du renforcement de l'AVS. Des revendications qui n'étaient pas à l'apanage des féministes présentes. Comme en témoigne Daniel Dos Santos, jeune papa et secrétaire syndical d'Unia: «J'ai travaillé 15 ans comme plâtrier-peintre. Quand je parlais à mes collègues des retraites, les plus

jeunes me disaient que ça ne les regardait pas. Mon papa, qui m'emmenait au 1^{er} Mai quand j'étais enfant, vient de repartir au Portugal avec sa retraite anticipée. Pour moi, la solidarité entre les générations a tout son sens. C'est aussi pour ça que je suis venu manifester avec mon fils.» Dans le cortège, rattrapé par la pluie, d'autres slogans fusaient. Ceux des nombreux jeunes de la Grève du climat et de la Grève pour l'avenir: «On est plus chauds, plus chauds que le climat!», «Ce n'est pas le climat qu'il faut changer, c'est le système!» Les quelque 200 participants se sont ensuite rassemblés sur la place Python où, Covid oblige, l'absence de stands de boissons et de nourriture a abrégé la fête. Les plus courageux, trempés, ont écouté les orateurs du jour. Alizée Rey, présidente du PS cantonal, a fustigé le projet du Conseil fédéral sur l'AVS: «Quand j'entends qu'il veut augmenter l'âge de la retraite, je vois rouge: 65 ans c'est toujours trop! Il faut une révision juste, pour que les gens disposent d'une retraite digne.» Et pour cela, a-t-elle défendu, il faut aussi une revalorisation des bas salaires et une véritable égalité. Conseillère nationale d'Ensemble à Gauche, Stefania Prezioso a également appelé à rejeter AVS21, «un projet fondamentalement antisocial», introduisant de plus une flexibilisation de l'âge de la retraite qui affectera les personnes à bas salaires, soit les femmes et les travailleurs les plus précaires. L'élue genevoise a préconisé d'intégrer le 2^e pilier à l'AVS: «Nous avons un projet permettant de toucher 75% du dernier salaire. C'est possible!»

Côté syndical, Armand Jaquier d'Unia s'est exprimé pour une AVS plus forte et contre l'illu-

sion qu'une hausse de l'âge de la retraite résoudre les problèmes: «Aujourd'hui, des gens perdent leur travail à 55 ou 58 ans et n'ont d'autre choix, après le chômage, que de faire appel à l'aide sociale.» Il a également dressé l'acte d'accusation contre les profiteurs de la crise du coronavirus, ces entreprises qui touchent des soutiens de l'Etat ou des caudex fiscaux et qui licencient. «Quand Erié-Electroverre décide de fermer, c'est le propriétaire qui fait le choix de ne pas investir. Ce n'est pas la faute du virus», a-t-il lancé. Et de rappeler que «durant la pandémie, ce sont les plus faibles, les femmes avec des petits revenus, sans CCT, qui ont fait la force de notre société». Or pendant cette période, les plus fortunés ont profité des aides, et des salariés sont contraints de s'endetter. «On arrive à une forme de pillage sur le dos des plus faibles!» a-t-il dénoncé. «Nous sommes à une phase charnière, on doit regarder vers le futur, il y a une lueur d'espoir», a-t-il ajouté invitant les salariés à affronter la peur de perdre leur travail en revendiquant des emplois de qualité et respectueux du monde qui nous entoure. Une problématique abordée par Maxence Kolly de la Grève du climat. Dénonçant la «situation écologique dramatique» et le capitalisme «prêt à sacrifier les salariés et l'ensemble du vivant pour satisfaire son appétit», il a plaidé pour l'investissement de 500 millions pour des emplois verts et durables. Avant de conclure: «La transition écologique sera sociale ou ne sera pas!» ■

Jérôme Béguin

A Genève, le 1^{er} Mai a débuté dans la matinée par le traditionnel rassemblement à la Pierre de Plainpalais où il a été rendu hommage aux treize manifestants abattus par l'armée le 9 novembre 1932. Le cortège s'est lancé en début d'après-midi de la place Girardin en direction du pont du Mont-Blanc. Deux à trois mille personnes ont défilé derrière la banderole de tête de la gauche et des syndicats: «Solidaires pour une justice sociale, féministe et climatique». Cantonnées depuis des mois à des rassemblements statiques par le Département de la sécurité, les organisations progressistes ont enfin pu exprimer dans les rues leurs revendications. Le début de la manifestation était coloré de violet par les militantes féministes, qui ont distribué un tract dénonçant le projet AVS21 et le relèvement de la retraite des femmes à 65 ans. Les tambours du groupe Obaya Batucada ont donné le rythme de la marche. Plus loin, se détachait le tronçon d'Unia Genève tiré par une bannière «Travailleuses et travailleurs pour la justice sociale et climatique». Le syndicat prépare activement la Grève pour l'avenir du 21 mai entraîné par

un groupe de travail ad hoc formé de militants et de secrétaires syndicaux. Les détachements d'Unia et du syndicat Sit étaient étoffés de travailleurs du bâtiment, dont les maçons de la société Guimet qui luttent pour obtenir le droit à la retraite anticipée dont ils ont été privés. Les rangs d'Unia étaient les plus fournis après le «Bloc révolutionnaire» formé de plus de 300 jeunes fermant la marche. Vêtus de noir, ces derniers ont égayé les Rues-Basses de fumigènes, tandis qu'une enceinte posée sur un tracteur crachait des décibels. Arrivée sur la plaine de Plainpalais, la manifestation s'est fractionnée et les organisateurs se sont retrouvés quelque peu isolés à un bout. Les discours de fin n'étaient guère audibles. Avec l'initiative cantonale «1000 emplois» à l'appui, qui propose la création d'emplois verts et le partage du temps de travail, la gauche et les syndicats défendent une sortie de crise solidaire. Le lancement prochain d'un référendum contre la révision de la loi sur les horaires des magasins, votée vendredi par la majorité de droite du Grand Conseil et qui prévoit surtout des fermetures dominicales par année et surtout des fermetures repoussées de 18h à 19h le samedi, a été annoncé, nous y reviendrons. Lydia Schneider Hausser a évoqué le

cas des salariés de Swissport à Cointrin, victimes de baisses de salaire de l'ordre de 500 à 1200 francs, et le sort des 450 employés d'UPC menacés de licenciement. «L'Etat doit poser des limites aux bénéfices à outrance réalisés sur le dos de celles et de ceux qui produisent des richesses», a plaidé la coprésidente du Parti socialiste genevois en appelant les travailleurs à se regrouper afin de défendre leurs conditions de travail. «Climat et social sont en crise, une crise provoquée par un même système: le système capitaliste», a lancé, de son côté, Myriam Grosse, de la Grève pour l'avenir, en donnant rendez-vous le 21 mai à 16h pour un rassemblement sur la Plaine. Davide De Filippo et Joël Varone, respectivement président et secrétaire de la Communauté genevoise d'action syndicale, ont expliqué que ce 1^{er} Mai n'était qu'une étape avant le 21 mai et une autre journée d'action, le 14 juin, cette fois féministe. Une étape qui a remporté un succès sur le plan de la participation compte tenu des circonstances sanitaires et météo. Les militants, dont beaucoup n'avaient pas manifesté depuis deux ans, ont eu le plaisir de s'y retrouver, même s'il était parfois difficile de se reconnaître derrière les masques et capuches. ■

1^{er} MAI INTERJURASSIEN RETOUR DANS LA RUE

Pierre Noverraz

Pluie discontinuée, restrictions sanitaires: comme ailleurs, tout était réuni pour ternir la fête du 1^{er} Mai interjurassien. Et pourtant, en dépit de ces aléas, plus de 200 personnes ont bravé les éléments pour manifester devant la gare de Delémont. «Nous voulons un redémarrage de l'économie qui parte sur de nouvelles bases car le système actuel a montré ses limites durant la pandémie» a martelé le président d'organisation, Thomas Sauvain, lequel a plaidé l'urgence d'une redistribution des revenus. Cette édition 2021 était marquée par une forte présence des femmes venues dénoncer la persistance scandaleuse des inégalités salariales entre hommes et femmes, au mépris de toutes les garanties légales et constitutionnelles. Elles ont appelé à voter en faveur de l'initiative cantonale jurassienne pour la concrétisation de l'égalité salariale, le 13 juin prochain. Et à manifester, le lendemain, pour une réforme des rentes qui ne se fasse par sur le dos des femmes, déjà lourdement préétriées par le système actuel. ■



PIERRE NOVERRAZ

LES AFFICHES DU JOLI MAI GENEVOIS

La Bibliothèque de Genève ressuscite dans une exposition les visuels des mouvements de contestation des années 1970 et 1980

Jérôme Béguin

La Bibliothèque de Genève, une exposition présente une quarantaine d'affiches de mouvements de contestation des années 1970 et 1980. Réalisée en collaboration avec les Archives contestataires, une association qui collecte les documents de mouvements sociaux de la seconde partie du 20^e siècle, «Affiches sauvages, mémoires militantes» montre la diversité des luttes poursuivies dans

la foulée de Mai 68 autant que la qualité des productions graphiques des nombreux collectifs créés durant cette période. Certaines affiches s'inscrivent entièrement dans le style lancé par les étudiants occupant l'Ecole des Beaux-Arts de Paris en mai-juin 1968, telle «Hors-jeu en Argentine», qui dénonce le régime dictatorial du général Videla, alors que le pays accueille la Coupe du monde de football en 1978. La solidarité internationale et le soutien aux mouvements de libération natio-

nale sont des thèmes centraux de cette époque, comme le rappelle bien l'exposition. Ces années-là sont aussi marquées par l'activisme forcené de militants gauchistes en guerre contre les bureaucrates et autres bonzes syndicaux. Editée par le Comité d'action syndicale de Lausanne, lié au groupe maoïste Rupture pour le communisme, une affiche de 1976 évoque les mouvements sociaux à l'imprimerie du *Courrier* à Genève, à la fabrique de meubles Leu à Chavannes, chez Bulova à Neuchâtel et appelle, «contre la baisse des salaires, les licenciements et les fermetures d'entreprises», à la grève et aux occupations. L'accrochage de la Bibliothèque de Genève n'oublie pas que c'est dans les années 1970 qu'émerge le Mouvement de libération des femmes (MLF). Avec «A qui appartient le ventre de cette femme?», le MLF genevois revendique en 1975 l'interruption volontaire de grossesse libre et gratuit. D'autres affiches abordent les questions de la crise, de la solidarité avec les immigrés, du nucléaire et de l'environnement, du logement et de l'aménagement urbain ou encore de l'objection de conscience. Ces affiches sont complétées par une dizaine de photos et quelques visuels encore des années 1930, dont un placard de la FOBB, un syndicat ancêtre d'Unia, en faveur de la semaine de 40 heures dans la ferblanterie. ■



«A qui appartient le ventre de cette femme? A l'Eglise? A l'Etat? Aux médecins? Aux patrons? Non, il est à elle!» MLF, 1975.

«Affiches sauvages, mémoires militantes», jusqu'au 4 septembre au 1^{er} étage de la Bibliothèque de Genève, promenade des Bastions 1, lu-ve 9h-18h, sa 9h-12h, entrée libre, port du masque obligatoire. L'exposition est également visible en ligne sur: blog.bge-geneve.ch/affiches-sauvages



BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE



Affiche éditée par le Comité d'action syndicale de Lausanne, lié à un groupe maoïste, en 1976.



Affiche d'Yves Reymond, datant de 1978 environ, pendant la dictature du général Videla.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Les locaux du syndicat Unia sont ouverts au public lundi, mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14h à 18h. Les adhésions pouvant être réalisées à

nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. **Notre charge de travail actuelle nous force en effet à réserver tout conseil juridique à nos adhérents.**

PERMANENCE PAPYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

NEUCHÂTEL

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier

Ouverture du secrétariat: vendredi de 9h30 à 12h.

Le Locle

Le secrétariat est fermé jusqu'à nouvel avis.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h.

TRANSJURANE

PERMANENCES SYNDICALES

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.

Porrentruy: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.

Moutier: le 1^{er} jeudi ouvrable de chaque mois, de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.

Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.

Moutier: jeudi de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 9h à 12h et de 14h30 à 18h, mardi et jeudi de 9h à 12h et de 14h30 à 17h, mercredi de 9h à 12h.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au vendredi de 9h à 12h.

VALAIS

DÉMÉNAGEMENT

Le secrétariat d'Unia Sion a déménagé. Coordonnées complètes:

Syndicat Unia Région Valais, place du Midi 21, case postale 2190, 1950 Sion 2 Nord. Le numéro de téléphone reste le même.

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE

Sierre: 027 602 60 00

Sion: 027 602 60 00

Martigny: 027 602 60 00

Monthey: 027 602 60 00

HORAIRES

Permanence téléphonique: du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30. Ouverture du guichet caisse de chômage: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

PERMANENCES SYNDICALES

Sierre: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30. Lundi soir, de 17h à 19h.

Sion: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.

Martigny: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.

Monthey: mardi et vendredi, de 8h30 à 11h30. Mardi soir, de 17h à 19h.

VAUD

HORAIRES

Secrétariats

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus **se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundis, mardis et jeudis de 14h à 18h.**

Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone. Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne: 021 313 24 80

Crissier: 021 612 00 40

Morges: 021 811 40 70

Nyon: 022 994 88 40

Yverdon: 024 424 95 85

Le Sentier: 021 845 62 66

Vevey: 021 925 70 01

Aigle: 024 466 82 86

«C'est un désastre humain»

L'entreprise Gainerie Moderne SA à Givisiez va licencier 33 personnes. Unia, qui a suivi la procédure de consultation, dénonce une démarche bâclée et irrespectueuse des salariés

Sonya Mermoud

Coup dur pour l'emploi à Fribourg. L'entreprise d'emballage et de design Gainerie Moderne SA à Givisiez va licencier 33 personnes sur les 74 collaborateurs qu'elle compte. Un chiffre légèrement inférieur à celui annoncé au début du processus, le 12 avril dernier, qui prévoyait la perte d'une quarantaine de postes. Reste que cette nouvelle se révèle particulièrement brutale pour les travailleurs, en dépit des rumeurs de restructuration qui circulaient à la suite du rachat de la société, décembre passé, par l'entrepreneur genevois Sylvain Wenger. La méthode qui a précédé la décision finale laisse aussi un goût amer à Unia. Le syndicat estime en effet que la démarche «a été bâclée et irrespectueuse tant de la loi que des salariés».

INTERDIT D'ACCÈS

Dès l'annonce de la réduction des effectifs – que la société justifie par une baisse de près de 35% de son chiffre d'affaires ces deux années passées – Unia

demande à la direction une prolongation de la procédure de consultation. Cette dernière doit permettre au personnel de proposer des alternatives aux licenciements. Gainerie Moderne SA a fixé le délai au 22 avril, soit même pas dix jours ouvrables, avant de le repousser au 26 avril. Insuffisant, selon Unia, qui s'oppose à cette nouvelle échéance. Dans l'intervalle, le syndicat a été contacté par la Commission du personnel qui a réclamé à l'entreprise des informations supplémentaires pour pouvoir mener à bien sa mission. Sans succès. «Nous ne disposions d'aucun élément, tel qu'organigrammes présent et futur, économie visée, options déjà analysées par la direction...» déplore Yolande Peisl-Gaillet, cosecrétaire régionale d'Unia Fribourg. Une première assemblée avec les travailleurs est organisée. A une large majorité, les participants mandatent le syndicat pour accompagner le processus et créent des groupes de travail. Mais la direction refuse de libérer du temps et des renforts pour épauler les représentants du personnel au nombre

de trois seulement. Au terme de nouvelles passes d'armes et d'une seconde réunion, Unia se voit interdire l'accès à l'entreprise. La Commission du personnel jette l'éponge et démissionne.

MÉPRIS TOTAL

«Tout a été entrepris par Gainerie Moderne SA pour que les salariés ne soient pas en mesure de mener une consultation en bonne et due forme. Convoqués par la direction, les travailleurs ont aussi subi des pressions», s'indigne la syndicaliste. A la suite de sa mise à l'écart, Unia contacte le Service public de l'emploi, le priant d'organiser une médiation. En vain. «L'entreprise a refusé d'y participer. Les autorités ont jugé de leur côté qu'elle a agi dans la légalité.» Pas de quoi décourager les syndicalistes qui organisent une troisième assemblée et définissent avec les travailleurs un plan social, ultime mesure possible, visant à atténuer les conséquences des licenciements. «Nous n'avons reçu aucune réponse à nos propositions. Seule la légitimité du syndicat a été mise en cause alors

que près de la moitié du personnel est membre d'Unia», constate, amère, Yolande Peisl-Gaillet. Pour le syndicat, les conditions de la procédure de consultation n'ont pas permis aux travailleurs de formuler des propositions. «Les licenciements sont par conséquent abusifs. Nous défendrons individuellement les salariés qui le souhaitent pour faire valoir leurs droits.» Cette situation illustre, selon la cosecrétaire régionale, la faiblesse du cadre légal fixé aux sociétés lors de restructurations de ce genre. «Le droit à la consultation ne doit pas être un exercice alibi et les licenciements la seule option pour pérenniser le capital des entreprises. Nous assistons une fois de plus à un désastre humain et à une absence de reconnaissance de l'engagement et du savoir-faire des travailleurs qui n'ont pu présenter leurs solutions. C'est du mépris total. Et ce alors que des salariés comptent plusieurs dizaines d'années de service.» ■

POUR UN HÔPITAL FRIBOURGEOIS DE PROXIMITÉ

L'initiative populaire cantonale «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité» permet d'ouvrir un débat sur la santé publique

Aline Andrey

Déjà 5000 signatures «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité». Le comité citoyen à l'origine de cette initiative populaire cantonale, lancée le 12 mars, a jusqu'au 11 juin pour en récolter 7000. Il est soutenu par l'Union syndicale fribourgeoise (USF), la Jeunesse socialiste, les Jeunes POP, Solidarités, les Verts de la Gruyère et de la Glâne, les Vert'libéraux de la Gruyère

et l'UDC de la Gruyère. Cette initiative fait suite à la réduction continue des prestations hospitalières dans les zones périphériques. Entre autres exemples, la fermeture nocturne du service des urgences à Tavel, dont la réouverture a été reportée; sur ce même site, les blocs opératoires ont été fermés, tout comme à Riaz (dont la réouverture était pourtant agendée en ce début d'année); ou encore la fermeture prévue de Billens. L'USF craint la suppression complète des sites hospitaliers dans le cadre de

la «Stratégie 2030» de l'Hôpital fribourgeois (HFR): «Les cliniques privées profitent clairement de ce redimensionnement de l'HFR pour prendre la place du secteur public. Or, comme on le sait, le secteur privé hospitalier rime avec profits et médecine à deux vitesses.» Cette fragilisation du secteur public dégrade les conditions de travail et inquiète le personnel dans son ensemble (soins, intendance, cuisine, nettoyage...), épuisé par une année de pandémie, alerte la faïtière syndicale.

FINANCEMENT PUBLIC TROP BAS

Le SSP souligne dans un communiqué: «La pandémie de Covid-19 a montré que la stratégie visant à diminuer le nombre de lits et à fermer des structures hospitalières de proximité était une grave erreur. Il est temps que le Conseil d'Etat donne les moyens financiers suffisants à l'HFR pour assurer des soins de qualité, publics, à la population fribourgeoise.» Le syndicat précise que la participation de l'Etat de Fribourg, soit les prestations d'intérêt général (PIG), s'est montée à 32 millions de francs en 2020 (sans compter 34 millions de francs de soutien extraordinaire lié au Covid-19). En comparaison, l'Hôpital neuchâtelois a reçu de la part de son canton 59 millions, près du double, alors que ses charges sont inférieures de 32%. «La majorité de droite du Conseil d'Etat fribourgeois est hyperrestrictive et veut clairement réduire les coûts de la santé», estime Gaëtan Zurkinden, secrétaire régional SSP et membre du comité d'initiative citoyen. Alors que la direction de l'Hôpital fribourgeois présentait ses comptes le 19 avril, le SSP a encore souligné que le déficit de 12 millions de francs, équivalent à celui des années précédentes, est essentiellement dû aux amortissements sur les bâtiments et les équipements. Car les recettes sont supérieures aux charges avec un bénéfice d'exploitation de 9 millions de francs. Pour l'USF, l'aboutissement de l'initiative «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité» est vital afin d'ouvrir un débat public sur le système de santé. Sa secrétaire syndicale Milka Ivanovic dénonce: «Avec cette centralisation des soins, on fait face à une politique managériale de la santé, sans éthique et sans tirer de leçon de la pandémie.» ■

Plus d'informations et téléchargement de l'initiative sur: sauvs-hfr.ch



Dans la campagne glânoise, l'Hôpital fribourgeois (HFR) a prévu de se retirer du site de Billens, aujourd'hui dévolu à la réadaptation, d'ici fin 2022.

BRÈVES

PRÉCARITÉ 150 LIVREURS DE REPAS HORS PISTE

Plus de 150 livreurs de repas se retrouvent sur le carreau entre Genève et Lausanne. Roulant pour Smood, ces employés d'une société sous-traitante, AlloService, ont vu leur accès à la plateforme bloqué du jour au lendemain il y a un mois. Une responsable d'AlloService a expliqué à la RTS que Smood aurait refusé d'adapter ses tarifs au salaire minimum genevois de 23 francs l'heure introduit à l'automne. Faute de pouvoir les employer, le sous-traitant n'aurait eu d'autre choix que de licencier quelque 250 livreurs au service de Smood, partenaire de nombreux restaurants et de Migros. Prévenu, Unia est intervenu. «Les licenciements étaient illégaux, ils étaient individuels et ne respectaient pas le délai de congé», indique Aymen Belhadj, secrétaire syndical d'Unia Vaud. «Nous avons réussi à stopper ces licenciements», ajoute Umberto Bandiera, secrétaire syndical d'Unia actif du côté genevois. Environ 50 travailleurs auraient été réengagés directement par Smood dans le canton de Vaud, mais quelque 120 Genevois et 30 Vaudois se retrouvent aujourd'hui sans emploi. Grâce à l'intervention syndicale, une procédure de consultation pour licenciement collectif a toutefois été ouverte. «Beaucoup de questions doivent encore trouver une réponse, conclut Umberto Bandiera. L'objectif reste la sauvegarde des emplois, ce n'est pas au personnel de payer les pots cassés d'un conflit entre deux entreprises.» ■ JB

SOLIDARITÉ HALTE À L'EXPLOITATION DES CUEILLEUSES DE FRAISES!

Salaires de misère, logements dans des baraquements de fortune, violence sexuelle: les conditions des cueilleuses de fraises employées à Huelva, province andalouse au sud-ouest de l'Espagne, sont dignes du far west. Une information relayée par Solifonds, qui épaula le syndicat SOC-SAT actif sur le terrain. Dans ce contexte Solifonds a mené, le 1^{er} Mai, une action de soutien en faveur de son partenaire espagnol. But de la démarche: récolter des fonds pour aider l'organisation des travailleurs à renforcer sa présence sur place et à ouvrir un local syndical où la main-d'œuvre exploitée – une majorité de femmes arrivant du Maroc – puisse bénéficier de conseils sans risquer la répression de l'employeur. Ces ouvrières, titulaires d'un permis de travail d'une durée limitée à une saison, sont en effet licenciées si elles sont surprises à dénoncer des agressions ou des infractions. Nombre d'entre elles ne touchent que 32 euros par jour au lieu du salaire minimum de 48 euros. Sans oublier les pénalités qui les frappent quand la cueillette n'est pas jugée à la hauteur de l'attente du patron. Ou encore les violences sexuelles auxquelles sont exposées les migrantes, vivant à l'étroit dans des baraquements improvisés entre les champs. Le syndicat veille donc à agir vite et avec discrétion, résolument opposé à ce système d'exploitation. Et requiert de l'aide pour pouvoir encore consolider ses activités. ■ SM

Informations et dons sur: fr.solifonds.ch



Appel à une manifestation contre l'exploitation et le harcèlement sexuel dans les cultures de fraises en 2018.

Texte Cécile Gavlak

Photos Alexis Voelin

« Je me change et on y va. » Maintes fois, je vais entendre cette réplique de François Vorpe, croque-mort à Tavannes. Dans cette région francophone du canton de Berne, il est parfois perçu comme une bête curieuse. Le croque-mort. Lui n'a pas honte de ce mot. Et puis, lequel autre employer? Entrepreneur de pompes funèbres? Trop prétentieux. Donc croque-mort. Juillet 2020. 12h50, devant son bureau. Dans son costume, parfumé, peigné, François Vorpe monte en voiture. Direction le crématorium de Bienne. 13h30, nous voici à l'arrière d'une chapelle. Avec l'employé des lieux, il décharge le cercueil du corbillard. 14h, côté public. L'air sérieux et grave, François Vorpe se tient dans l'allée au milieu des bancs, boîte de masques chirurgicaux en main. 15h, fin du culte. Je le retrouve à l'arrière de l'édifice. La langue mélancolique ne s'est pas répandue jusqu'ici. Il n'y a que l'efficacité de la manutention. Il faut récupérer le cercueil pour faire le trajet inverse: de la chapelle au corbillard, du corbillard au crématorium.

LE GALOP DE L'ENTREPRENEUR

Dès le premier jour, je réalise que tout va très vite dans la vie de François Vorpe. Chronométré, l'emploi du temps menace en plus d'être modifié à chaque instant. Accident de la route, suicide, décès d'une personne âgée: tout peut arriver. Son travail de croque-mort passe avant tout, ce qui demande une organisation minutieuse puisqu'il est occupé par bien d'autres activités. Sa menuiserie par exemple. Ou son écurie. Il y a aussi ce qu'il appelle son parc immobilier: des vieilles fermes à rénover pour les faire revivre. Et quand elles deviennent logements, il faut s'occuper des locataires. Il y a encore les événements culturels qu'il organise. Bref. Beaucoup trop, même pour un hyperactif. Afin de mener de front sa vie d'entrepreneur multibranches, il a donc créé la holding Hovoge SA, sorte de maison mère qui englobe toutes ses activités et qui emploie 12 personnes de façon permanente.

Jeudi matin. François Vorpe fait un détour par son écurie avant de retourner travailler. L'équitation lui sert de remède à la déprime du métier qu'il évoque souvent. Après quelques tours de piste, il se change, se dirige vers sa voiture et le galop de l'entrepreneur recommence. En fin de matinée, je fais la connaissance de Danielle Pochon, sa compagne et ancienne infirmière cheffe: «Entre un lit d'hôpital et un cercueil, il y a un lien, dit-elle, on continue à s'occuper de la personne. François vit une course contre la montre permanente mais les préparations des défunts, c'est sacré. Il ne laisse personne le déranger.» Elle raconte qu'elle l'a aidé pour l'écriture de son livre, *Passionnément croque-mort* (2012). Même si François Vorpe ne se prend pas pour un écrivain, ce qui devait être au départ une biographie à l'attention de ses proches est devenu cet ouvrage vendu à 3000 exemplaires. À l'heure du déjeuner, il appelle. On le rejoint illico au restaurant, dans une ferme, où son repas à lui est avalé en vingt minutes.

L'AIR DE DORMIR...

Le lendemain, 13h. Je retrouve François Vorpe et Frédéric Moser, son collaborateur du jour, ancien policier. Un cercueil, ça ne se porte pas tout seul.



Laïque – François Vorpe propose gratuitement la lecture d'une compilation de textes choisis pour l'inhumation d'une urne.



Organisation – Il faut savoir anticiper et posséder un grand sens de l'organisation pour être croque-mort. Il n'est pas rare que François Vorpe enchaîne trois enterrements en une journée.



Hippisme – François Vorpe a gagné des concours internationaux. Aujourd'hui, il court encore pour le plaisir et s'entraîne quotidiennement. Il en a besoin pour son équilibre.

UNE QUESTION DE TEMPS

Son métier de croque-mort le lui a enseigné: il faut profiter de chaque instant. François Vorpe, 67 ans, travaille encore malgré un quotidien éprouvant. S'il garde cet équilibre, nécessaire à l'exercice d'un tel métier, c'est grâce à l'équitation

Chaque fois que c'est nécessaire, François Vorpe contacte donc, au pied levé, quelqu'un pour le seconder. Je les suis dans la chambre funéraire. À l'intérieur de cette pièce aseptisée, ils sortent le cercueil du catafalque. Les corps sont conservés à 5 degrés. Sous le couvercle apparaît une femme âgée tout juste décédée. La mise en bière, c'est

en quelque sorte la préparation pour ce dernier spectacle que sont les obsèques et, afin que ses proches la connaissent, il faut que la personne décédée ait l'air de dormir. François Vorpe et son collègue choisissent des vêtements parmi ceux qu'ils ont trouvés dans le placard de la maison de retraite, optent pour un foulard assorti,

découpent un chemisier dans le dos. Puis ils attrapent les bras raides de la défunte pour le lui enfiler, comme une blouse. Ils manipulent les membres, la tête, pour qu'elle soit bien installée. «Ce n'est pas d'un cadavre dont on s'occupe, là, c'est d'un corps sans vie. Ce n'est pas la même chose», dit François Vorpe. Ce qui me frappe, c'est la beau-

té du soin apporté, pendant de longues minutes, à cette enveloppe charnelle ayant perdu toute souplesse. Comme un au revoir inconditionnel. Quand ils ont terminé, ils remettent le cercueil dans le catafalque, posent une fleur. Elle est prête. Cadavre, dépouille. Ces mots-là, ils ne les ont pas utilisés. Défunte, ont-ils dit. Et devant cette vieille dame, ce terme m'a semblé important.

PATRON À 22 ANS

Un autre jour, le corbillard file entre les sapins, il faut aller chercher des chaises pour une cérémonie en extérieur. Assise à la place du passager, j'écoute François Vorpe. Il insiste sur le fait qu'il est issu d'un milieu paysan très pauvre. À 16 ans, il commença l'apprentissage de son premier métier: menuisier dans une entreprise qui fabriquait notamment des cercueils. Jusqu'au suicide de l'un de ses amis qui lui demande dans une lettre de s'occuper de son enterrement. Alors qu'il n'est pas encore croque-mort. C'est là qu'un vieil entrepreneur de pompes funèbres lui propose de reprendre son entreprise. Sans le sou, le voici catapulté patron à 22 ans.

«Pour devenir patron, il faut savoir tout faire, travailler plus que tout le monde. Quand j'étais enfant, je n'avais pas de copains, j'étais tout seul. Ça m'a appris à ne compter que sur moi-même.» Déjà tatillon, ce garçon solitaire a été marqué par les insultes visant sa couleur de cheveux. Ça a été le sujet de son deuxième livre: *La Vie en roux* (2019). En passant les vitesses, il décrit l'adversité qui a façonné le François Vorpe de 67 ans. La retraite n'est pas un mot qui l'inspire. «Mon travail est ma vie, je suis au service d'une vocation. Je ne peux pas m'arrêter. Je suis psychologiquement atteint! J'ai envie de tout faire. Enfant, j'étais déjà comme ça, au détriment de l'école. Sauf en calcul. Là, j'étais le meilleur.» Clignotant. Virage. Accélération.

Mardi, 13h30. Cimetière de Sonceboz-Sombeval. Avant une cérémonie, il m'emmène sur la tombe de ses parents qu'il a lui-même enterrés. Puis, il se plante face à une parcelle du cimetière. «Voilà, c'est ici que je serai enterré.» Pas triste ou inquiet, à peine solennel. Chez les croque-morts en général, ce sont des formalités à anticiper pour ce dernier client: soi-même. Les cloches sonnent pour annoncer l'enterrement qui va bientôt débiter. En régisseur invisible, François Vorpe a, une fois de plus, tout préparé et anticipé.

Je quitte François Vorpe, évidemment sans réponses aux questions que tout le monde se pose. Quel au-delà? Qu'y a-t-il dans la mort? Où voyageons-nous après? Ce n'est pas le croque-mort qui nous le dira. Ce n'est pas son travail. Pour explorer cette grande question, il faudra écouter philosophes, poètes, femmes et hommes de foi, celles et ceux qui racontent leur expérience post-mortem, soignants, femmes avortées, parents endeuillés, et il faudra essayer d'en tirer ses propres conclusions. Le croque-mort, lui, continuera à dire cet au revoir inconditionnel, il sait que la mort n'est pas autre chose que ce qu'elle est: une ancre, au même titre que la naissance. ■

Reportage effectué durant l'été 2020 dans la région de Tavannes (BE). Cet article est la version condensée d'un reportage de 32 pages, réalisé pour *Ici Bazar*, revue qui explore un autre monde du travail, plus humain. Plus d'informations et abonnements sur: icibazar.com



Impassible – Immobile, François Vorpe se tient à l'entrée de l'église pour l'accueil des familles. «Je suis blindé dans le self-control, je ne montre jamais rien de ce que je ressens.»



Protocole – Crématorium de Bienne: François Vorpe doit signer un formulaire avant de récupérer deux urnes funéraires.



Croyance – «Je n'ai pas peur de mourir, ce n'est pas possible que ça s'arrête, il y a quelque chose après», dit François Vorpe.